

## Conception : ESCP Europe

### ÉTUDE et SYNTHÈSE DE TEXTES

OPTIONS : SCIENTIFIQUE, ÉCONOMIQUE, TECHNOLOGIQUE, LITTÉRAIRE

Mardi 8 mai 2018, de 14 h. à 18 h.

*Vous présenterez, en 300 mots (tolérance de 10% en plus ou en moins), une synthèse des trois textes ci-après, en confrontant, sans aucune appréciation personnelle et en évitant autant que possible les citations, les divers points de vue exprimés par leurs auteurs.*

*Indiquez, en fin de copie, le nombre de mots utilisés.*

*Aucun document n'est autorisé. L'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.*

\*\*\*\*\*

#### Texte 1

Le développement du mode de production et de distribution capitaliste n'avait plus besoin [au printemps 1968] de tout ce qui survivait ici et là, dans les têtes et le tissu social, du Travail-Famille-Patrie. À quoi bon le culte du travail, quand la source principale de plus-value n'est plus dans la quantité de travail fournie, mais dans sa qualité technologique, c'est-à-dire dans la matière grise utilisée ? Et quand les loisirs deviennent eux-mêmes une marchandise – activité génératrice d'emplois et de surprofits ? Pendant et parce que la productivité du travail s'accroît dans les pays développés, le « temps libre » devient à son tour productif.

À quoi bon la famille patriarcale, à partir du moment où l'obstacle principal à l'essor industriel réside dans la vieille bourgeoisie familiale, à la gestion et aux techniques dépassées ? Le capitalisme patrimonial – celui du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> – devenait un boulet pour le capitalisme d'actionnariat, et c'est en partie grâce aux effets de Mai que la concentration du capital financier et la restructuration industrielle purent être menées à bien, en débouchant sur les grands groupes industriels consolidés *après* Mai (Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, C.G.E., Usinor, etc.). Bientôt, J.-J. S.-S<sup>1</sup>, le futur ministre des Réformes, pourra proposer dans le manifeste du capitalisme avancé *Ciel et Terre* (1970) « l'abolition de la transmission héréditaire de la propriété des biens de production ».

La patrie ? À un moment où le Marché commun prescrit la levée des dernières barrières douanières, où les multinationales deviennent le moteur décisif du développement économique mondial, où la restructuration du capital français impose une dépendance accrue à l'égard des groupes financiers américains et allemands (Westinghouse, Honeywell, Boeing, etc.), la patrie, il y a le 14 Juillet pour cela, à chaque jour suffit sa peine.

<sup>1</sup> L'acronyme désigne Jean-Jacques Servan-Schreiber (1924-2006), journaliste et homme politique français qui fut notamment directeur de *L'Express* et éphémère ministre du président Valéry Giscard d'Estaing.

La stratégie du développement du capital exigeait la révolution culturelle de Mai. Elle n'en savait rien. Le capital non plus. La marchandise n'a pas de stratégie. Mai non plus. L'un et l'autre sont des « mouvements » : des processus, comme on appelle en saine doctrine les choses qui marchent toutes seules. Ces choses à moteur incorporé, ce sont celles qui marchent le mieux. Le flot vient à bout spontanément des chevaux de frise qui lui opposent en vain le poids mort des traditions, l'envie des déplacés, le confort des routines. Regardez autour de vous, dans les vitrines et dans votre poste : ce sont les slogans, les livres, les personnages, les idées de Mai qui « marchent très fort ». La marchandise aussi, merci. De mieux en mieux, de plus en plus vite. La marchandise est une fête mobile, insaisissable et tournoyante, et Mai fut la fête de la mobilité. On a beaucoup marché en Mai, et pour beaucoup de raisons. Un sociologue malicieux pourrait imputer aux retards dans la mobilité sociale d'un pays encore figé dans ses hiérarchies traditionnelles cette mobilisation dans l'espace urbain des futures couches montantes de la nation : juste compensation symbolique – acquit de caution<sup>2</sup> sur l'avenir. L'ascension dans l'échelle des revenus momentanément bloquée, la déambulation dans les rues, à l'horizontale, est déjà un gage de mouvement.

Faut-il regretter tant d'entropie ? Cette fabuleuse énergie gaspillée dans les rues, « libérée » à ciel ouvert, sans travail concret, ni point d'application ? La mode est au regret, n'y cédons pas trop. Transformée par les divers appareils d'État en réformes, lois-cadres, statuts, règlements, amendements, secrétariats d'État et ministères (des réformes, de la condition féminine, de la qualité de la vie, du travail manuel, de l'environnement, des jeunes, du désir, des nouvelles énergies, des idées nouvelles, etc.), elle a été, malgré l'inévitable déperdition liée à ce genre d'opérations depuis que le soleil existe, soigneusement mise à bénéfice par le système même contre lequel elle avait été dépensée. Pour ouvrir à la bourgeoisie la voie du nouveau monde, les militants de Mai durent endurer les coups de ses « détachements spéciaux d'hommes armés ». On comprend que le sens du sacrifice et le culte de l'abnégation se soient depuis lors quelque peu perdus chez les jeunes « révolutionnaires ».

« Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi<sup>3</sup>. » On a beaucoup couru en Mai parce que c'est le rôle des avant-gardes que de précéder le mouvement et de montrer le chemin. L'écart qui s'est alors révélé entre les éclaireurs culturels et le gros de la troupe politique et sociale, c'est l'écart qui séparent un État centralisé, opaque et lourd d'une société civile en plein renouveau, agile, éclatée ; c'est l'écart qui sépare la bourgeoisie réelle de son propre concept.

L'État comble chaque jour son retard. La transcroissance du système, indispensable à sa survie, s'est opérée, et continue de le faire, sur la lancée de Mai. Les nouvelles fonctions du capital ont trouvé leurs organes adéquats. Après que le Patriarche s'est vu signifier son congé<sup>4</sup> (avril 1969, contrecoup de Mai 68) par la voie combinée des agents de change de la Bourse et des agents du changement de la Sorbonne, Pompidou le latiniste, né à Montboudif<sup>5</sup> de parents instituteurs, débarrasse le plancher devant Giscard l'économiste, né à Coblenze d'un père financier international. L'humanisme classique passe le flambeau au systémisme du M.I.T.<sup>6</sup>,

<sup>2</sup> Terme emprunté au droit fiscal, désignant l'autorisation que les employés d'une administration fiscale délivrent pour qu'une marchandise n'ayant pas encore payé les droits puisse librement circuler d'un entrepôt à un autre, sous la garantie qu'elle parviendra bien à sa destination. L'expression, employée ici de façon ironique et imagée, signale que les générations montantes tirent en quelque sorte des traitements sur un avenir qu'elles imaginent certain.

<sup>3</sup> Célèbre slogan de Mai 68.

<sup>4</sup> La phrase rappelle ironiquement le moment où le Général de Gaulle (le Patriarche) a quitté le pouvoir après sa défaite lors du référendum d'avril 1969.

<sup>5</sup> Village situé dans le Cantal, qui symbolise l'enracinement dans un terroir français.

<sup>6</sup> L'expression désigne de façon ironique et imagée, par opposition à l'humanisme, une culture technique uniquement soucieuse d'efficacité systématique, du type de celle dispensée au M.I.T., *Massachusetts Institute of Technology*.

les normaliens des cabinets ministériels aux brain-trusts d'énarques. La vieille bourgeoisie d'État à la nouvelle bourgeoisie financière. Il y eut bien subversion dans le passage de l'archéo- au néo-, mais elle n'a renversé que les rapports unissant, au sein de la société libérale, les techniques de gestion aux pratiques de domination. Nous sommes passés d'une technocratie honteuse (cachée derrière un charisme patriarchal) à une technocratie triomphante, c'est-à-dire d'un autoritarisme triomphant (mais en façade) à un autoritarisme honteux (plus diffus, et plus réel).

Régis Debray, *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire, 1978*  
[*Mai 68 une contre-révolution réussie*, Rééd. Mille et une Nuits, 2008]

## Texte 2

Un modèle simplifié pastichant une topique freudienne permet de procéder à une représentation par couches des sociétés humaines et de leur mouvement. À la surface de l'histoire, nous trouvons ce qui est conscient, l'économie des économistes, dont les médias nous parlent quotidiennement, dont l'orthodoxie néolibérale nous assure, en un bizarre retournement du marxisme, qu'elle est déterminante. La politique relève aussi du conscient bien sûr, on pourrait même dire du bruyant.

Plus en profondeur, nous trouvons un subconscient de la société, l'éducation, couche dont les citoyens et commentateurs peuvent percevoir l'importance quand ils pensent à leur vie réelle, mais dont l'orthodoxie se refuse à admettre pleinement le caractère déterminant, l'action puissante sur la couche consciente. Les parents savent bien que le destin de leurs enfants – réussite, survie ou naufrage économique – dépendra de leur performance scolaire. Chacun peut sans peine concevoir qu'une société efficace sur le plan éducatif réussira économiquement. Les succès scolaires finlandais ou coréens expliquent des trajectoires économiques exceptionnelles. Dans la mesure où l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a fait de la comparaison des performances éducatives des nations une de ses préoccupations statistiques, on peut affirmer que le subconscient n'est désormais plus très loin du conscient, même si cette bureaucratie intellectuelle a du mal à admettre que la performance éducative dépend davantage des traditions religieuses et familiales que de l'investissement économique.

Car, plus en profondeur encore, il y a le véritable inconscient des sociétés, la famille et la religion, en leur interaction complexe.

Les structures familiales – autoritaires ou libérales, égalitaires ou inégalitaires, exogames ou endogames selon le pays – conditionnent, à l'insu des acteurs, valeurs politiques et performances éducatives. J'avais formulé cette double hypothèse au début des années 1980 dans deux livres, *La Troisième planète. Structures familiales et systèmes idéologiques* (Seuil, 1983) et *L'Enfance du monde. Structures familiales et développement* (Seuil, 1984).

J'avais, en effet, constaté que la carte du communisme achevé de la fin des années 1970 s'emboîtait dans celle d'un système familial paysan spécifique, présent en Russie, en Chine, au Vietnam, en Yougoslavie, en Albanie, forme qui associait un père à ses fils mariés, autoritaire pour ce qui concerne les rapports entre parents et enfants, égalitaire dans les rapports entre frères. Autorité et égalité représentent bien le noyau dur de l'idéologie communiste et la coïncidence entre famille et idéologie n'était pas difficile à expliquer. Elle

résultait d'une séquence simultanément historique et anthropologique : urbanisation et alphabétisation décomposent la famille paysanne communautaire ; celle-ci, désintégrée, relâche dans la vie sociale générale ses valeurs d'autorité et d'égalité ; l'individu, émancipé de la contrainte paternelle, cherche un substitut à sa servitude familiale dans l'adhésion au parti unique, dans l'intégration par l'économie centralisée, dans le contrôle par le KGB dans le cas russe.

Partant de cette constatation empirique très simple, et de son explication, j'avais généralisé le résultat obtenu pour le communisme aux idéologies concurrentes de l'époque du décollage éducatif et économique, puis associé chacune d'entre elles – social-démocratie, démocratie chrétienne, anarchisme, nationalisme ethnocentrique, libéralisme pur anglo-américain, libéralisme égalitaire français – à une structure familiale sous-jacente.

Le dynamisme éducatif – le subconscient modernisateur, l'un des agents principaux de la rupture du système anthropologique traditionnel – paraissait, quant à lui, maximal dans les régions dominées par des systèmes familiaux autoritaires et favorables, ou en tout cas point trop défavorables, aux femmes – en Allemagne, Suède, Japon, Corée, Finlande. Mais, partout, un mécanisme de diffusion conduisait, quel que soit le type familial, à l'alphabétisation de masse, réalisée en Europe entre la Réforme protestante du XVI<sup>e</sup> siècle et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

À ma très grande surprise, cette identification d'un inconscient familial de la vie idéologique, auquel j'étais parvenu de manière purement empirique, suscita une résistance, un rejet même, du côté des chercheurs en sciences humaines, particulièrement dans les sociétés les plus libres de tempérament et de mœurs. Les réactions à la publication originelle de ces deux titres en français, ainsi qu'à leurs traductions, m'ont convaincu de ce que l'action de la famille était niée avec une vigueur particulière dans les sociétés individualistes, en France et dans le monde anglo-américain notamment. Au Japon, pays de famille-souche<sup>7</sup> où la coutume traditionnelle, samurai ou paysanne, avait désigné un héritier unique, le plus souvent par primogéniture masculine, l'hypothèse familiale ne choquait pas. Les nombreuses conférences que j'ai pu faire en France m'ont révélé une grande réceptivité du Sud-Ouest à l'hypothèse familiale. Mais c'est que le Sud-Ouest est notre grande région de famille-souche, un petit Japon intérieur, avec ses pôles particulièrement forts du Béarn et du Pays basque.

L'explication du rejet comme de l'acceptation est simple. Dans une culture familiale autoritaire et inégalitaire, la contrainte collective générale qui en résulte est un fait d'évidence et sa « révélation » n'en est pas une. En revanche, dans le monde libéral, l'hypothèse d'une détermination de l'idéologie par la structure familiale heurte de front l'idéologie dominante d'un individu qui se pense autonome, décidant et agissant à sa guise, sans contrainte.

Le paradoxe fondamental d'une théorie qui explique l'idéologie par la famille est qu'elle suggère que *l'adhésion à l'idéal de liberté est elle-même déterminée*. Celui-ci s'épanouit dans les régions de famille nucléaire, forme anthropologique qui ne contient jamais plus qu'un couple conjugal et ses enfants. La famille nucléaire est libérale dans les rapports entre générations, avant l'apparition de toute philosophie lockienne ou rousseauïste. Lorsque les paysans des régions concernées apprennent à lire et à écrire, ils deviennent actifs politiquement et adhèrent comme « naturellement » à l'idéal de liberté, pourtant prédéterminé. La liberté, politique et économique, s'exprime bien alors dans la vie sociale et dans l'histoire d'une manière tout à fait réelle et concrète ; elle produit de grands effets positifs sur la vie intellectuelle et scientifique. Mais cette liberté n'en est pas moins qu'une illusion. En poussant le raisonnement à l'extrême, on peut affirmer que les hommes et les femmes d'un

<sup>7</sup> Modèle familial dans lequel « un héritier unique, généralement l'aîné des garçons, prend la majeure partie du bien familial », où « le jeune couple cohabite, selon des formules plus ou moins étroites, avec les parents du mari », et qui permet « l'apparition de ménages comprenant trois générations ». Les passages entre guillemets sont empruntés à Emmanuel Todd.

système familial nucléaire n'ont pas la liberté de construire ensemble une société totalitaire. Une chance pour eux, mais un drame pour les métaphysiciens de la liberté humaine.

Emmanuel Todd, *Où en sommes-nous ? – Une esquisse de l'histoire humaine*,  
Éditions du Seuil, 2017, pp. 16-19

### Texte 3

Ce que le militantisme de millions d'écologistes, ce que les alertes de milliers de scientifiques, ce que l'action de centaines d'industriels n'ont pu obtenir, ce sur quoi même le pape François n'a pas su attirer l'attention, Trump en a été capable : tout le monde sait maintenant que la question climatique est au cœur de tous les enjeux *géopolitiques* et qu'elle est directement liée à celle des injustices et des inégalités.

En se retirant de l'accord<sup>8</sup>, il a enfin déclenché explicitement, sinon une guerre mondiale, du moins une guerre sur la définition du théâtre des opérations : « Nous, les Américains, n'appartenons pas à la même terre que vous. La vôtre peut être menacée, la nôtre ne le sera pas ! »

Se trouvent ainsi tirées les conséquences politiques et bientôt militaires, en tout cas existentielles, de ce qu'avait prévu Bush père en 1992 à Rio : « *Our way of life is not negotiable !* ». Voilà, au moins les choses sont claires : il n'y a plus d'idéal d'un monde partagé par ce qu'on appelait jusque-là l'« Occident ».

Premier événement historique : le Brexit. Le pays qui avait inventé l'espace indéfini du marché sur mer comme sur terre ; le pays qui n'avait cessé de pousser l'Union européenne à n'être qu'une vaste boutique ; c'est ce pays même qui, devant l'irruption de quelques dizaines de milliers de réfugiés, décide sur un coup de tête de ne plus jouer le jeu de la mondialisation. En quête d'un empire depuis longtemps disparu, il cherche à se désengager de l'Europe (au prix de difficultés de plus en plus inextricables).

Deuxième événement historique : l'élection de Trump. Le pays qui avait imposé au monde sa mondialisation si particulière, et avec quelle violence ; le pays qui s'était défini par l'émigration en éliminant ses premiers habitants ; ce pays-là confie sa destinée à celui qui promet de l'isoler dans une forteresse, de ne plus laisser passer de réfugiés, de ne plus venir au secours d'aucune cause qui ne soit pas sur son sol, tout en continuant à intervenir partout avec la même désinvolte balourdise.

Cette nouvelle attirance pour les frontières chez ceux qui avaient prêché leur démantèlement systématique signe déjà la fin d'une certaine conception de la mondialisation. Deux des plus grands pays de l'ancien « monde libre » disent aux autres : « Notre histoire n'aura plus rien à voir avec la vôtre ; allez au diable ! »

Troisième événement historique : la reprise, l'extension, l'amplification des migrations. Au moment même où chaque pays ressent les menaces multiples de la mondialisation, beaucoup doivent s'organiser pour accueillir sur leur sol des millions de gens – certains disent des dizaines de millions ! – que l'action cumulée des guerres, des échecs du développement économique et de la mutation climatique va jeter en quête d'un territoire habitable pour eux et leurs enfants.

---

<sup>8</sup> L'accord désigne les engagements pris par l'administration de Barack Obama lors de la COP21 en vue de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, engagements auxquels l'administration Trump a décidé de se soustraire.

On dira que le problème est ancien ? Non, parce que ces trois phénomènes ne sont que des aspects différents d'une seule et même métamorphose : *la notion même de sol est en train de changer de nature*. Le sol rêvé de la mondialisation commence à se dérober. C'est là toute la nouveauté de ce qu'on appelle pudiquement la « crise migratoire ».

Si l'angoisse est si profonde, c'est parce que chacun d'entre nous commence à sentir le sol se dérober sous ses pieds. Nous découvrons plus ou moins obscurément que nous sommes tous en migration vers des territoires à redécouvrir et à réoccuper.

À cause d'un quatrième événement historique, le plus important et le moins discuté : le 12 décembre 2015, à Paris, au moment de l'accord sur le climat, à la fin de la conférence appelée COP21.

Ce qui compte pour en mesurer le véritable impact n'est pas ce que les délégués ont décidé ; ce n'est pas même que cet accord soit appliqué (les négationnistes feront tout pour l'éviscérer) ; non, l'important, c'est que, ce jour-là, tous les pays signataires, alors même qu'ils applaudissaient au succès de l'improbable accord, ont en même temps réalisé avec effroi que, s'ils allaient tous de l'avant selon les prévisions de leurs plans respectifs de modernisation, il n'existerait pas de planète compatible avec leurs espoirs de développement. Il leur en faudrait plusieurs ; ils n'en ont qu'une.

Or, s'il n'y a pas de planète, de terre, de sol, de territoire pour y loger le Globe de la globalisation vers lequel tous les pays prétendaient se diriger, alors plus personne n'a, comme on dit, de « chez soi » assuré.

Chacun de nous se trouve donc devant la question suivante : « Est-ce que nous continuons à nourrir des rêves d'escapade ou est-ce que nous nous mettons en route pour chercher un territoire habitable pour nous et pour nos enfants ? »

Ou bien nous dénions l'existence du problème, ou bien *nous cherchons à atterrir*. C'est désormais ce qui nous divise tous, bien plus que de savoir si nous sommes de droite ou de gauche.

Et cela est vrai aussi bien des *anciens habitants* des pays riches que des *futurs habitants* de ces mêmes pays. Les premiers parce qu'ils comprennent qu'il n'y a pas de planète propre à la mondialisation et qu'il va falloir changer la totalité de leurs modes de vie ; les seconds parce qu'ils ont dû quitter leur ancien sol dévasté et apprendre, eux aussi, à changer la totalité de leurs modes de vie.

Autrement dit, la crise migratoire s'est généralisée.

Aux migrants venus de l'*extérieur* qui doivent traverser des frontières au prix d'immenses tragédies pour quitter leur pays, il faut dorénavant ajouter ces migrants de l'*intérieur* qui subissent, en restant sur place, le drame de se voir *quittés par leur pays*. Ce qui rend la crise migratoire si difficile à penser, c'est qu'elle est le symptôme, à des degrés plus ou moins déchirants, d'une épreuve commune à tous : l'épreuve de se retrouver *privés de terre*.

Bruno Latour, *Où atterrir – Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017



